

Lutte de classe

Défense des services publics : dans quelle perspective politique ?

Le secrétaire d'État chargé de la fonction publique, André Santini, a estimé, le 14 août sur RTL, revenant sur le résultat d'un sondage IFOP pour le *Journal du dimanche*, affirmant que 61 % des personnes interrogées ne sont pas satisfaites du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, M. Santini trouve cela « très bizarre ». « Dans l'opinion tout le monde gueule contre les fonctionnaires, et 75 % des jeunes n'ont qu'une envie, c'est d'être fonctionnaire. Il faut sortir de ce climat 'je t'aime moi non plus », a-t-il asséné.

« Envie » légitime de la jeunesse de bénéficier de la garantie d'emploi et de ne pas avoir en permanence une épée de Damoclès suspendue au-dessus de leur tête : la hantise du chômage. La jeunesse du prolétariat aspire tout simplement à autre chose que la précarité à vie que leur réserve le capitalisme dans le secteur privé ou une concurrence effroyable se livre pour essayer de s'en tirer sur le plan individuel.

Cela dit, contrairement aux dirigeants des partis du mouvement ouvrier, je n'enchaînerai pas sur le créneau de la prise en charge nécessaire par l'État bourgeois des besoins élémentaires de la population au nom de l'égalité républicaine. Car au nom de ce principe que certains identifient à la démocratie sociale, j'estime que demander aux représentants du capital de mettre en oeuvre une partie du programme social correspondant aux intérêts de la majorité de la population, a conduit à diviser le prolétariat et à donner l'illusion que l'État bourgeois pouvait satisfaire une partie de ses revendications sociales, ce qui a eu pour autre conséquence de semer la confusion dans son esprit, d'émousser sa combativité et de renforcer la tendance d'une fraction importante du prolétariat à adopter l'idéologie réformiste.

Ce que je veux dire ici, c'est qu'il s'agisse du secteur privé ou public, le combat politique au cours des 60 dernières années a conduit aux mêmes déviations politiques qui se sont traduites concrètement par la subordination du prolétariat au capitalisme.

Quand la défense des services publics ne se situe pas clairement dans la perspective politique de l'abolition du capitalisme et des institutions de la Ve République, non seulement il est impossible de construire un parti révolutionnaire, tout au plus il est possible de recruter des travailleurs sur une ligne réformiste, ce qui explique en partie la dégénérescence des partis se réclamant du trotskysme.

Si les dirigeants de ce courant du mouvement ouvrier n'avaient pas abandonné le seul objectif qui devait guider leur combat, nous ne serions peut-être pas aujourd'hui totalement impuissant à empêcher le démantèlement des services publics et leur privatisation.

Quand ces mêmes dirigeants se permettent de prétendre à longueur d'articles que la disparition du lien collectif au sein du prolétariat que constituaient les services publics serait à mettre au compte de l'évolution du capitalisme, que l'individualisme qui sévit dans ses rangs aurait la même origine et en serait la conséquence, c'est stupéfiant et scandaleux à la fois. Car, d'une part, la contrevérité qui consiste à prétendre que cette évolution serait le produit d'une fatalité due au cours suivi par le capitalisme sert à masquer le fait que c'est en réalité la politique constante de capitulation des appareils pourris des syndicats et des partis devant le patronat et les différents gouvernements qui se sont succédés depuis l'après-guerre qui est directement à l'origine de cette évolution des mentalités et qui l'a encouragée, d'autre part, à partir de l'affirmation frauduleuse que cette évolution aurait été inéluctable en quelque sorte, une fois évacuer la responsabilité des dirigeants des organisations et des partis, c'est en faire porter l'entière responsabilité sur les travailleurs qui seraient devenus d'épouvantables individualistes, ce que l'on ne pourrait admettre un seul instant.

Cette interprétation de la réalité n'est pas fortuite, notamment de la part des dirigeants du PT, car elle sert directement à alimenter et à justifier l'idée selon laquelle le niveau de conscience politique du prolétariat aurait régressé au point qu'il serait devenu incapable de comprendre le contenu d'un programme révolutionnaire, d'où la justification de son abandon, alors qu'en vérité, ce sont ces

dirigeants qui ont délibérément abandonné le programme de la révolution socialiste au profit du réformisme, leur tactique et leurs mots d'ordre l'ayant amplement confirmé au cours des 26 dernières années.

Pour être plus précis encore, ils ont construit pas à pas leur ligne politique, pas seulement à partir d'une analyse erronée de l'évolution de la situation économique, sociale et politique, mais à partir de cette soi-disant évolution des mentalités à laquelle ils ont personnellement participé et qu'ils partagent dorénavant. On peut dire aujourd'hui que leur ligne politique de défense de la démocratie bourgeoise contre les méfaits du développement du capitalisme mondial qui détruit sur son passage l'ensemble des droits sociaux du prolétariat, ne coïncide pas avec la conscience politique des couches du prolétariat les plus déterminées à engager le combat contre le capitalisme mais avec celle de la petite-bourgeoisie penchant du côté du réformiste, pour en arriver nécessairement à une conception du parti petite-bourgeoise et trade-unioniste où se côtoient pêle-mêle des adhérents farouchement anticommunistes, démocrates, républicains et socialistes bourgeois, parti totalement étranger au léninisme et au bolchevisme, donc au trotskysme.

Pour des raisons totalement opposées à celles que j'ai exposées plus haut, M. Santini a trouvé anormal « *que 24 % de la population active soit fonctionnaire. C'est le record mondial* ». Avec tout le respect que j'ai pour les fonctionnaires, que M. Santini se rassure et fasse bien ses comptes, il constatera qu'à l'arrivée, le capitalisme n'y a pas perdu au change puisqu'il a réussi à assurer l'essentiel en toutes circonstances, sa survie.

Je sais que je vais faire hurler des militants, mais je ne partage pas du tout l'avis selon lequel les fonctionnaires constitueraient l'avant-garde ou la réserve de l'avant-garde du prolétariat, car, par la place qu'ils occupent dans l'économie capitaliste, j'aurais plutôt tendance à penser exactement le contraire. Je peux me tromper, mais je ne fais ici que m'appuyer sur un constat que chaque militant honnête peut faire lui-même pour avancer une telle affirmation. Ne vous livrez pas non plus à un amalgame en prétendant que je tape aussi sur les fonctionnaires, au contraire, j'essaie de les aider en décrivant la situation telle qu'elle est, sans concession et en me refusant de les tromper, afin de leur démontrer preuve à l'appui qu'il existe une autre voie que celle du réformisme qui ne peut conduire qu'à la remise en cause de leurs statuts et la détérioration de leurs conditions de travail et d'existence.

M. Santini cède aux sirènes du capitalisme mondial en voulant réintégrer dans la sphère de la concurrence des secteurs entiers de l'économie capitaliste qui lui échappent, alors que je me situe sur le terrain politique opposé du combat pour en finir avec le capitalisme estimant que seul un Etat ouvrier sera à même de réaliser tous les droits sociaux élémentaires du prolétariat en matière de santé, instruction, logement, transport, énergie, communication, etc. Tant que les institutions de la Ve République et le régime seront en place, il sera impossible de prétendre satisfaire ces besoins, d'où la nécessité d'engager immédiatement le combat politique pour la défense de la totalité des services publics dans cette perspective politique uniquement, et non dans celle qui consiste à s'accommoder des institutions et du capitalisme. D'un côté, le léninisme, de l'autre, le réformisme.

C'est d'ailleurs un leurre de croire que les services publics échappent totalement à l'économie capitaliste, il suffit de penser aux moyens mis en oeuvre pour assurer leur fonctionnement qui relèvent en partie du secteur privé, par exemple, le vélo sur lequel se déplace le facteur Besancenot, le sourire aux lèvres dans les rues de Neuilly, n'a pas été produit par une usine appartenant à l'État, mais bien par une entreprise du secteur privé, de même que le matériel médical que l'on trouve dans les hôpitaux publics, les matériaux de construction des HLM également, etc. sans oublier que le financement nécessaire au fonctionnement des services publics passe aussi par l'emprunt d'État qui engraisse au passage les banquiers et les rentiers...

Qu'il faille défendre l'existence des services publics est une chose évidente pour tous les militants, reste à savoir dans quelle perspective politique on situe ce combat. C'est à mon avis une question essentielle si l'on ne veut pas laisser les fonctionnaires syndiqués ou non dans les sales pattes des réformistes.

On peut facilement constater jusqu'à présent que toutes les campagnes qui ont été menées par les partis se réclamant du mouvement ouvrier pour défendre l'existence des services publics et les entreprises nationalisées ont toujours été déconnectées des revendications des travailleurs du secteur

privé, et davantage encore des questions politiques auxquelles elles étaient liées, avec à l'arrivée la situation que nous connaissons aujourd'hui.

Je me demande si l'existence d'un capitalisme d'État jouant le rôle de régulateur social à travers l'existence d'un puissant service public n'a pas au bout du compte desservi notre cause, en se présentant sous le masque trompeur du philanthrope garantissant l'égalité entre les citoyens semant l'illusion permanente que le capitalisme pouvait finalement se réformer et prendre un visage humain.

L'ironie de M. Santini est à double tranchant lorsqu'il dit « *C'est pas normal que les fonctionnaires aujourd'hui soient mal payés, et que l'État soit un mauvais employeur. Il ne les choisit pas, il ne les affecte pas comme ils veulent* », autrement dit, si je les paie mieux, ils me foutront la paix et il n'a pas totalement tort, par contre, laissez-moi la possibilité de déroger aux statuts de la fonction publique pour embaucher, ce qui aboutira à leur destruction à terme, et rectifions la dernière partie de sa déclaration hypocrite, ce ne sont pas les fonctionnaires qui réclament davantage de mobilité, mais les ministres et les secrétaires d'État chargé de la fonction publique qui se sont succédés au cours des dernières décennies.

(source : *Le Monde* et AFP 14.08)